

REGARDS

CRISE/PLACE FINANCIERE

« Mir sin eis all eens »

David Wagner

Cette semaine, la désormais traditionnelle table ronde du woxx et de RTL-Radio a convié des acteurs politiques pour débattre de l'avenir de la place financière et de l'économie luxembourgeoise dans un contexte de crise. Petit compte rendu de la soirée.

Le Luxembourg n'est pas une île, mais reste néanmoins une place financière de réputation mondiale. Pour l'instant du moins. Car depuis l'affaire chypriote, la foi dans la quasi-intangibilité de la place en a pris un coup. Même le directeur de l'AB-BL, Jean-Jacques Rommes, a fait part de ses doutes dans un billet sur RTL. Alors, exit le paradis (fiscal) ? Terminé notre train de vie spécifique ? Devons-nous nous préparer, dans ce contexte de crise généralisée au sein de l'Union européenne, à revoir nos fondamentaux et nous préparer à revoir à la baisse le monolithisme financier (36 pour cent du PIB) au profit d'autres secteurs ? Et si oui, lesquels ?

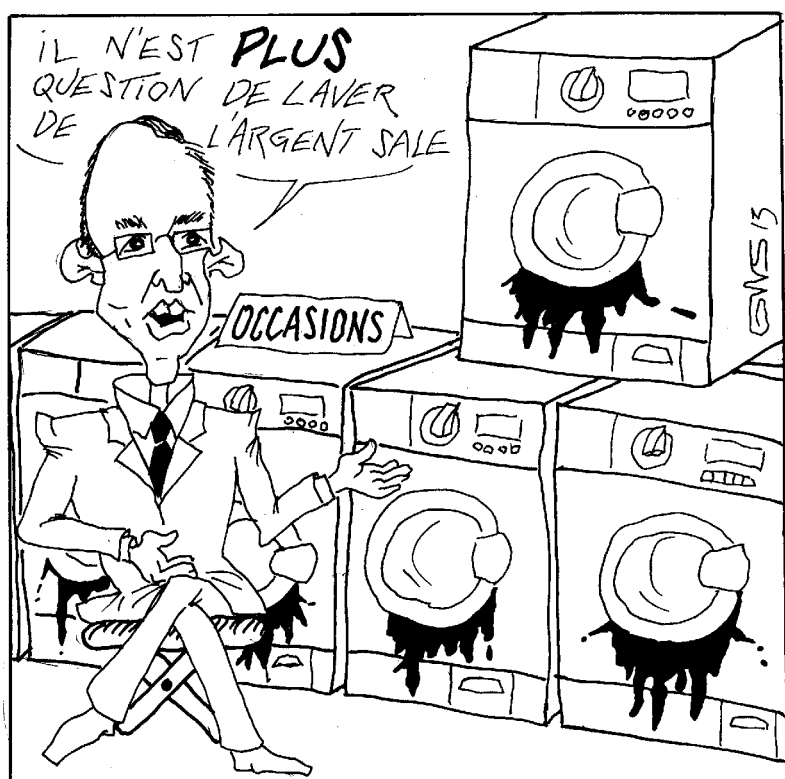
Des questions et des (début) de réponses ont été fournies à la table ronde organisée par le woxx en collaboration avec RTL-Radio et qui s'est déroulée mardi dernier à l'Exit07. Danièle Weber pour RTL et Richard Graf pour le woxx ont ainsi posé toutes ces questions et d'autres encore à Luc Frieden, ministre des Finances (CSV), Etienne Schneider, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur (LSAP), Xavier Bettel, député-maire de la capitale et président du DP, le principal parti d'opposition, et Claude Turmes, eurodéputé (Déi Gréng).

Impossible de faire l'impasse sur l'actualité récente. Les déclarations du ministre des Finances dans la « Frankfurter allgemeine Sonntagszeitung »

du 7 avril dernier à propos d'une levée prochaine du secret bancaire ont fait des vagues, d'autant plus qu'elles furent publiées trois jours avant la déclaration sur l'état de la Nation du premier ministre. L'éternel dauphin voulait-il voler la vedette à son mentor ? Était-ce un problème de communication gouvernementale ? Frieden s'est dit agacé qu'au Luxembourg on préfère s'entretenir des problèmes secondaires. Sa déclaration n'avait rien de nouveau. Le pays se situerait dans une évolution sur ce point depuis longtemps, d'autant plus que le traité sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale entrera en vigueur au 1er janvier 2015.

« L'évolution sur le secret bancaire n'est rien de nouveau »
Luc Frieden

Mauvais timing aussi aux yeux du chef de l'opposition libérale, Xavier Bettel : « Le principal reproche que je peux faire au gouvernement, c'est que cette déclaration est venue deux jours après la révélation des 'Offshoreleaks' et cela a donné l'impression que le Luxembourg n'aurait fait que réagir. ». D'autant plus qu'une semaine plus tard, le grand-duc, accompagné des ministres des Affaires étrangères, Jean Asselborn, et de l'Economie, Etienne Schneider, se trouvait en visite d'Etat en Autriche, allié du Luxembourg sur la question du secret bancaire. « Jean Asselborn et moi-même étions littéralement assaillis par la presse autrichienne, qui nous accusait de les avoir laissés tomber sur cette question », se justifie Etienne Schneider à propos de l'accusation d'avoir quali-





PHOTOS : CHRISTIAN MOSAR

Tous d'accord ? Alors que le premier ministre répète souvent son malaise face à une place financière hypertrophiée, Luc Frieden, Etienne Schneider et Xavier Bettel semblent vouloir la faire grossir davantage. Seul Claude Turmes préférerait la réorienter vers l'économie réelle.

fié à cette occasion la déclaration de son collègue aux Finances, de « maladroite ». « J'ai prononcé une dizaine de phrases, mais les journalistes n'en retiennent qu'une seule », continue-t-il. Et d'expliquer que le gouvernement autrichien était bel et bien au courant que le Luxembourg allait « bouger » prochainement. Quant à la coalition viennoise, les deux partis gouvernementaux (SPOe et OeVP), elle n'a pas encore arrêté de position définitive.

« La place n'est pas un atout, elle est vitale ! » Xavier Bettel

Quoi qu'il en soit, Bettel dit ne pas arriver à identifier la stratégie du gouvernement. Il chiffre pourtant à 6.000 (selon feu Lucien Thiel), le nombre d'emplois directement liés au secret bancaire. « Nous sommes sous pression depuis le sommet de Feira en 2000 », rappelle-t-il. « Pour le DP, le secret bancaire a toujours constitué un élément fondamental de la place financière. Mais dorénavant, il faut identifier les stratégies alternatives et je ne connais pas celles du gouvernement. » Et de tonner qu'il n'en peut plus d'entendre que les banques seraient responsables de la crise. « Nous leur devons beaucoup, depuis des décennies. Les erreurs, se sont celles d'individus et d'hommes politiques qui n'ont pas fait leur travail. La place financière n'est pas un 'atout', elle est vitale ! »

Vient enfin le tour de Claude Turmes. Danièle Weber s'étonne de ne pas les avoir entendu Déi Gréng réagir alors qu'ils devraient pourtant y voir une bonne nouvelle. Avant de répondre, Turmes préfère contextualiser :

« Nous faisons face à deux réalités. Celle du Luxembourg, qui est spécifique et le contexte de la plupart des Etats européens et des Etats-Unis qui se trouvent dans une crise de grande envergure avec d'un côté des déficits budgétaires énormes et de l'autre de l'évasion fiscale de l'ordre d'un milliard rien qu'en Europe. » Et de poser une question cruciale à l'adresse de Bettel : « Les banques sont-elles un moteur pour l'économie réelle ou bien servent-elles plutôt la spéculation ? Je pense que c'est plutôt la deuxième possibilité qui est vraie et que nous devons réorienter notre système bancaire vers l'économie réelle. » Et d'étoffer son analyse par un renforcement entre des sociétés « venture » qui gèrent des fonds à risques avec le domaine de la recherche (« nous sommes déjà les meilleurs dans les technologies de l'eau et de l'air et nous pouvons devenir les meilleurs dans les énergies renouvelables »). Et cela, tout en profitant de l'atout que constitue la présence de la Banque européenne d'investissement. Mais pour y parvenir, encore faudrait-il se défaire de notre « image » catastrophique qui ferait se tenir à distance des investisseurs sérieux.

« Réorienter vers l'économie réelle » Claude Turmes

Des convictions que Luc Frieden ne partage évidemment pas : « Cela fait 20 ans déjà que nos banques se préparent à une réorientation de leurs activités. Il n'est plus question de laver de l'argent sale mais de se concentrer sur la gestion de patrimoine et sur l'industrie des fonds. Le

renforcement de ces secteurs nécessitera une main-d'œuvre hautement qualifiée. De plus, la petite taille de notre pays nous permet encore mieux de nous concentrer sur ces services. » Et de conclure avec satisfaction qu'aussi bien le gouvernement que l'opposition entendent soutenir et développer la place financière.

« Nous devons garder nos 4 pour cent de croissance pour maintenir nos prestations sociales » Etienne Schneider

Il est évidemment difficile d'éluider la question d'une taxe sur les transactions financières. « Les onze pays qui y sont favorables ne sont pas des places financières internationales, mais si la France veut l'introduire unilatéralement, je ne comprend pas pourquoi M. Hollande ne l'a toujours pas fait », affirme Luc Frieden. Etienne Schneider ne se distingue pas de son collègue de gouvernement, mais assume la différence entre son parti, le LSAP, qui serait en grande partie opposé à une telle taxe, et les sociaux-démocrates européennes, acquis à la cause.

Reste malgré tout que le précédent chypriote en a effrayé plus d'un. « Cela vous fait-il peur ? », veut savoir Richard Graf du ministre de l'Economie. « A priori, rien ne me fait peur », répond Schneider, qui souligne la différence fondamentale de la place chypriote par rapport à la place luxembourgeoise, Chypre n'ayant pas l'envergure internationale du Luxembourg. De plus, 17 pour cent des crédits déposés dans

les banques chypriotes étaient, selon le FMI, « pourris ». D'où une menace moindre pour le Luxembourg. Pour autant, Schneider souhaite que l'économie nationale continue à se diversifier : dans les technologies écologiques et biologiques, dans les sciences de l'information et des communications et, surtout, dans la logistique, qui constitue à ses yeux un important pourvoyeur d'emplois pour une main-d'œuvre peu qualifiée. Quant à Frieden, il s'est toutefois dit « effrayé » par la manière dont les autres Etats membres ont traité (« knèppelhaard ») une place financière, quelles que soient les différences avec la nôtre. « Ce qui doit nous inciter encore plus à éviter la médiocrité au niveau de nos prestations », conclut-il.

Et là, très vite, la discussion achoppe sur la question de la compétitivité. « Si nous voulons maintenir notre train de vie, nous avons besoin d'une croissance de quatre pour cent. Si ce n'est pas le cas, nous allons devoir couper dans nos prestations sociales. Et l'année électorale 2014 sera par exemple une bonne occasion pour tous les partis de se positionner par rapport à la sélectivité sociale », constate Etienne Schneider. Une affirmation que semble partager Luc Frieden, qui dit avoir des idées. Mais ni l'un, ni l'autre n'ont tenu à les présenter publiquement lors de cette soirée. Ces affirmations auront au moins fait un heureux : Xavier Bettel, qui se réjouit que d'autres commentent à comprendre que « nous vivons au-dessus de nos moyens ».